

CONTRAT DE REMPLACEMENT OCCASIONNEL
en exercice libéral
PAR UN MEDECIN INSCRIT AU TABLEAU
(Articles 65 et 91 du Code de Déontologie)
=====

Entre :

- le Docteur
Généraliste :
Spécialiste :
Inscrit au Tableau sous le n°
Exerçant à N° Rue
d'une part

et

- le Docteur
Généraliste :
Spécialiste :
Inscrit au Tableau de sous le n°
Inscrit à l'URSSAF (1) sous le n°
d'autre part

PREAMBULE

Face à l'obligation déontologique qui est la sienne d'assurer la permanence des soins et conformément aux dispositions de l'article 65 du Code de Déontologie, le Dr a contacté le Dr, régulièrement autorisé en vertu de l'article 1.359 du Code de la santé publique, pour prendre en charge lors de la cessation temporaire de son activité professionnelle habituelle, les patients qui feraient appel à lui.

Pour permettre le bon déroulement de ce remplacement, le Dr met à la disposition du Dr son cabinet de consultations sis à et son secrétariat.

Le Dr assume de ce fait toutes les obligations inscrites dans le Code de Déontologie. Il ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit.

Il a été convenu ce qui suit :

• Article 1er

Dans le souci de la permanence des soins, le Dr charge le Dr, qui accepte, de le remplacer temporairement auprès des patients qui feraient appel à lui.

Les patients devront être avertis, dès que possible, de la présence d'un remplacement et notamment lors de toute demande de visite à domicile ou de rendez-vous au cabinet médical.

Le Dr devra consacrer à cette activité tout le temps nécessaire selon des modalités qu'il fixera librement.

Par ailleurs, le remplaçant s'engage à donner, à tout malade faisant appel à lui, des soins consciencieux et attentifs dans le respect des dispositions du code de déontologie (2).

(1) Il est recommandé d'indiquer le n° d'inscription à l'URSSAF, conformément aux indications du Conseil national de l'Ordre des Médecins. Pour tout complément d'information voir notre site internet www.cdom93.fr (onglet Communiqués et Actualités).

(2) Il est recommandé de préciser les modalités de fonctionnement du cabinet au remplaçant, en particulier les éléments concernant la permanence des soins. Hors le cas d'urgence, il pourra, dans les conditions de l'article 47 du code de déontologie, refuser ses soins pour des raisons professionnelles ou personnelles.

- Article 2

Les modalités du présent contrat sont applicables jusqu'au 15/11/ suivant la date de signature. Les jours de remplacement seront précisés en annexe (3).

Son éventuel renouvellement est subordonné au respect des dispositions de l'article 1.359 du Code de la santé publique.

Le Médecin remplacé s'engage à signaler au Conseil de l'Ordre toute modification relative aux modalités de ce contrat.

- Article 3

Pendant la durée du présent contrat de remplacement et pour les besoins de son exécution, le Dr aura l'usage des locaux professionnels, installations et appareils que le Dr met à sa disposition. Il en fera usage en bon père de famille.

Compte tenu du caractère par nature provisoire de l'activité du remplaçant, celui-ci s'interdit toute modification des lieux ou de leur destination.

- Article 4

Le Dr exerçant son art en toute indépendance, sera seul responsable vis-à-vis des patients et des tiers des conséquences de son exercice professionnel et conservera seul la responsabilité professionnelle pour laquelle il s'assurera personnellement à ses frais à une compagnie notoirement solvable. Il devra apporter la preuve de cette assurance avant le début de son activité. (4)

- Article 5

Le Dr utilisera conformément à la Convention Nationale les ordonnances ainsi que les feuilles de soins et imprimés pré-identifiés au nom du Dr dans son activité relative aux seuls patients du Dr

En outre, il devra faire mention de son identification personnelle sur les ordonnances, feuilles de soins et imprimés réglementaires qu'il sera amené à remplir.

- Article 6

Les deux cocontractants auront des déclarations fiscales et sociales indépendantes et supporteront personnellement, chacun en ce qui les concerne, la totalité de leurs charges fiscales et sociales afférentes au dit remplacement.

- Article 7

Le Dr percevra l'ensemble des honoraires correspondant aux actes effectués sur les patients à qui il aura donné ses soins.

Il devra remplir les obligations comptables normales et habituelles qui lui sont imposées réglementairement.

En fin de remplacement, le Dr reversera à Dr % du total des honoraires perçus et à percevoir correspondant au remplacement.

Conformément aux dispositions de l'article 66 du Code de Déontologie, le remplacement terminé, le Dr cessera toute activité s'y rapportant et transmettra les informations nécessaires à la continuité des soins.

(3) L'annexe doit impérativement être limitée par période de trois mois.

(4) il serait souhaitable que la copie de cette assurance soit jointe au présent contrat.

- Article 8

Si au terme du remplacement prévu au présent contrat le Dr. a remplacé le Dr pendant une période de trois mois, consécutifs ou non, il ne pourra sauf accord écrit du Dr (5) s'installer pendant une durée de deux ans dans un poste où il puisse entrer en concurrence directe avec le Médecin remplacé ou éventuellement ses associés (préciser ici commune et communes limitrophes). (6)

- Article 9

En cas de difficultés soulevées par l'exécution ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à soumettre leur différend à deux membres du conseil départemental de l'Ordre, chacun choisissant librement l'un des ces deux membres.

Ceux-ci s'efforceront de concilier les parties et d'amener une solution amiable, ce, dans un délai de 30 jours (7) à compter de la désignation du premier des conciliateurs.

- Article 10

Les parties affirment sur l'honneur n'avoir passé aucune contre-lettre ou avenant relatif au présent contrat qui ne soit soumis au Conseil départemental.

- Article 11

Conformément aux dispositions des articles 65 et 91 du Code de Déontologie, ce contrat sera communiqué au Conseil départemental de l'Ordre avant le début du remplacement.

Son renouvellement sera soumis à ces mêmes dispositions.

Fait en trois exemplaires
(dont un pour le Conseil départemental)
le

Dr

Dr

(5) L'accord peut consister en une renonciation totale ou limitée dans le temps à se prévaloir de l'interdiction d'installation édictée à l'article du Code de Déontologie et rappelée par cette clause du contrat.

(6) Pour les remplacements inférieurs à trois mois, les parties au contrat gardent la faculté d'introduire une clause de non-réinstallation si la durée de remplacement le justifie.

(7) Ce délai peut éventuellement être modifié sur proposition du Conseil départemental.